

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 128 (1983)
Heft: 2

Artikel: Débat confus et faits graves
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344500>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Débat confus et faits graves

en exclusivité du lieutenant-colonel EMG Dominique Brunner

La situation stratégique 1982/83

En mai 1982, M. Henry Kissinger déclarait, dans un discours prononcé à La Haye: «Il faut empêcher que le désir de paix des démocraties devienne une arme, en vue d'exercer le chantage, dans les mains de ceux qui ont le moins de scrupules. Dans trop de pays de l'OTAN, les protestations et grandes démonstrations dirigées contre les armes nucléaires tendent inévitablement vers un désarmement psychologique, voire physique, unilatéral pour ce qui est des armes dont la sécurité de l'Occident a précisément dépendu. On suscite l'impression que le fait que l'Alliance atlantique possède des armes nucléaires — armes qu'elle n'a pas utilisées du temps où elle détenait soit un monopole en matière d'armes nucléaires, soit une supériorité écrasante à cet égard — menace la paix, fait auquel il s'agirait de s'opposer. On ne prête guère attention à toute une série d'actions agressives ou intransigeantes entreprises par l'Union soviétique — de l'envoi de troupes cubaines en Afrique en passant par l'occupation de l'Afghanistan jusqu'à la répression en Pologne —, actions qui non seulement ont mis en péril l'équilibre global, mais sont une des causes de l'effondrement des négociations sur la limitation des armements des an-

nées 70. On prête encore moins attention à certains faits fondamentaux de l'histoire de l'après-guerre: le fait que sans les pressions soviétiques de la période suivant immédiatement la Deuxième Guerre mondiale, les troupes américaines auraient été retirées d'Europe dans les années quarante, tout comme on les retira (pour l'essentiel) de Corée; le fait que, sans la guerre de Corée, le budget militaire des Etats-Unis serait tombé à un niveau dérisoire; le fait que c'est la menace à laquelle fut exposée la liberté de Berlin fin des années 50 qui accéléra l'effort d'armement américain; que, depuis la crise des missiles de Cuba, il y a vingt ans, l'arsenal stratégique des Soviétiques n'a cessé de croître et de se moderniser; que les Etats-Unis mirent, pour les raisons les plus diverses, un terme à l'accroissement numérique (de leurs vecteurs) fin des années 60; et le fait que toutes les guerres de l'après-guerre ont été déclenchées là où il n'y avait pas de forces américaines et là où il n'y avait pas d'armes nucléaires, tandis que l'Europe, sous la protection nucléaire américaine, a bénéficié de la plus longue période de paix de son histoire.

» Pour toutes ces raisons, la clameur pour la paix qui s'élève dans une bonne partie de l'Occident s'adresse pour l'essentiel aux faux gouverne-

ments. N'étant pas équilibrée par une agitation comparable à l'Est, elle suscite le danger qu'un déséquilibre psychologique, en fit une forme de désarmement unilatéral, s'ajoute aux déséquilibres militaires régionaux qui ont déjà engendré un tel sens d'insécurité dans presque tous les pays autour de la périphérie de l'Union soviétique... L'hystérie est un mauvais guide politique.»

Pourquoi certains — et parmi eux les plus bruyants — découvrent-ils maintenant seulement la menace nucléaire?

Il y a très peu à ajouter à ce diagnostic qui émane, ne l'oublions pas, de l'universitaire et homme d'Etat occidental disposant de la plus grande expérience en matière de stratégie à l'âge nucléaire tout comme sur le plan des contacts et des négociations avec les gouvernants du monde communiste. Kissinger a traité d'égal à égal avec Brejnev, Kossyguine, Mao Tsê-toung et Chou En-laï. Il a joué un rôle déterminant dans la conclusion des accords SALT (Strategic Arms Limitation Talks) de 1972, notamment du Traité sur la limitation des fusées antifusées, le seul progrès notable obtenu depuis 1945 en matière de désarmement puisque ce traité a entraîné la renonciation de fait — jusqu'à ce jour — des deux grandes puissances, URSS et Etats-Unis, à la mise en place de dispositifs de défense active contre les fusées balistiques. Son jugement devrait

donc revêtir une bien plus grande importance que celui de gens dont la compétence en la matière est contestable ou, au minimum, peu évidente, comme les politiciens allemands Brandt et Bahr — et c'est avec intention que nous n'écrivons pas «hommes d'Etat» parce que cela signifie tout de même autre chose —, sans parler des apôtres du désarmement unilatéral ou encore des nombreux opportunistes en quête de soutien électoral dans les milieux pacifistes.

Ce qu'il y a de plus surprenant dans le phénomène décrit ci-dessus, c'est sans doute le moment où il s'est manifesté. Car, en effet, et la plupart des commentateurs l'ignorent ou l'oublient, ce «mouvement pour la paix» n'a rien de singulier, n'est pas le premier en date. Un mouvement semblable s'est, en effet, développé en Europe vers la fin des années cinquante. Parti d'Angleterre en tant que «Ban the Bomb-movement», marqué par le rôle qu'y joua le philosophe Lord Bertrand Russell, il s'étendit bientôt à une grande partie de l'Europe — occidentale, bien entendu. On exigeait pour l'essentiel la renonciation de l'Occident aux armes nucléaires, la fin des essais nucléaires — exigence qui se concevait et se conçoit, elle a d'ailleurs été partiellement satisfaite par l'accord d'août 1963 entre les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne sur une interdiction des essais de charges atomiques dans l'atmosphère et dans

les océans —, et on a, très vite, adopté une idée venue du camp dominé par Moscou, l'idée de la création d'une zone dénucléarisée en Europe. Cette idée fit carrière sous le nom de Plan Rapacky, l'auteur étant à l'époque ministre des Affaires étrangères de Pologne. Mais ce mouvement, qui se signalait à l'opinion notamment par les marches spectaculaires qu'effectuaient ses partisans à Pâques, disparut après quelques années.

Pourquoi le calme revint-il dans les années soixante?

La menace nucléaire s'était-elle donc dissipée? Les panoplies qui venaient d'effrayer des foules avaient-elles été démantelées? Nullement, au contraire, la course aux armements redoublait de vigueur. Cela coïncidait avec l'avènement de l'âge des fusées. Mais, vers le milieu des années 60 — lorsque le mouvement précité disparut faute de militants —, la situation stratégique s'était clarifiée, le calme était revenu après l'inquiétude de la fin des années cinquante, lorsque l'on craignait, en Occident, une supériorité soviétique imminente en matière d'armes atomiques à grand rayon d'action et que l'on s'interrogeait au sein des gouvernements comme dans les milieux informés sur les inconnues de l'âge des fusées. Autant dire que, à l'origine du mouvement de protestation contre les armes nucléaires dont il est question, il y avait un climat d'incertitude, voire de peur qui

s'expliquait en partie par les succès spatiaux soviétiques de 1957, la série Spoutnik qui marquait la première poussée de l'homme dans l'espace.

Les Etats-Unis, qui accusaient un retard dans ce domaine, semblaient, à l'époque, soudain privés de la puissance détenue jusqu'alors — dans les faits, il n'en était évidemment rien —, l'Union soviétique semblait sur le point de s'assurer des avantages importants susceptibles de bouleverser le rapport des forces acquis, impression que renforçaient les déclarations fracassantes des dirigeants russes, Khrouchtchev en tête, selon lesquelles les Soviétiques s'apprêtaient à dépasser les Etats-Unis sur tous les plans. C'est l'époque où Mr K. certifiait que l'URSS était en train de produire des fusées «comme des saucisses». A cela s'ajoute que l'on comprenait mal, à l'époque, la stratégie nucléaire, même, comme l'a confirmé Raymond Aron dans le «Grand Débat», dans les sphères gouvernementales. La confusion régnait à un moment où la théorie de l'âge nucléaire commençait seulement à se faire jour et où les moyens de reconnaissance disponibles ne permettaient pas de se faire une idée précise de ce que l'adversaire faisait effectivement. On craignit donc le pire du côté occidental — une supériorité marquée des Soviétiques en matière d'armes nucléaires à grande portée dans un avenir proche — et on réagit vivement devant cette perspective inquiétante.

Stationnement de fusées américaines en Europe 50/60

Le Gouvernement américain, présidé par le général Eisenhower — libérateur de l'Europe —, accéléra le programme de modernisation des forces nucléaires américaines et décida notamment, d'entente avec ses alliés européens, de stationner en Europe un total de 105 fusées balistiques à portée moyenne des modèles «Thor» et «Jupiter», disponibles peu avant les engins de plus grande portée. Voilà ce que furent les circonstances dans lesquelles se développa le premier mouvement pacifiste important de l'âge nucléaire.

Les satellites révèlent la réalité

Mais peu après on découvrit, grâce à la disponibilité de satellites de reconnaissance, que l'effort principal soviétique dans le domaine des fusées avait porté non pas sur les engins à portée intercontinentale, capables d'atteindre tout le territoire américain, mais sur les fusées à portée moyenne, braquées en particulier sur l'Europe. En 1963, les Soviétiques avaient tout juste une centaine de fusées capables d'atteindre le territoire américain; en 1962, lors de l'affaire de Cuba, les Américains détenaient déjà quelque 400 engins dotés de charges atomiques capables de frapper l'Union soviétique. Mais en 1964, les Soviétiques disposaient de plus de 700 fusées à portée moyenne,

la majorité en position face à l'Europe occidentale. A cette époque, les Etats-Unis retiraient leurs fusées à portée moyenne d'Angleterre, où une soixantaine avaient été mises en place; ce programme, qui prévoyait au total l'installation de 105 fusées nucléaires en Europe, était suspendu avant d'avoir été entièrement réalisé.

Ce qui s'ouvrait, ce n'était pas une période de supériorité soviétique mais, au contraire, une période de supériorité américaine écrasante, et cela en contradiction flagrante avec les pronostics des plus savants.

Mouvements «pour la paix»: deuxième acte!

Il y a eu une deuxième phase de discussion intense des problèmes de stratégie nucléaire qui fut en grande partie enfantée par la guerre du Vietnam. C'est de la discussion de la fin des années soixante et du début des années septante qu'il est question. Elle coïncide avec la période de contestation universitaire, d'abord aux Etats-Unis, ensuite en Europe, et ce débat stratégique fut plus ou moins confiné aux milieux intellectuels. Le grand public, lui, était frappé par la guerre du Vietnam, et c'est ce thème qui mobilisa les foules. Ceux qui mettaient en cause la politique d'armement nucléaire de l'Occident et surtout des Etats-Unis étaient, en outre, influencés par l'expérience d'un récent passé, décrite tout à l'heure. Après avoir craint le pire à la suite de

Spoutnik, on découvrait, au cours des années soixante, qu'une supériorité nucléaire intercontinentale soviétique n'avait jamais existé, qu'au contraire les Etats-Unis semblaient plus puissants que jamais. On pensait donc que de nouveaux efforts d'armement américains ne se justifiaient pas ou plus, l'opinion était répandue selon laquelle les efforts des Soviétiques, que l'on discernait vers 1966/67, ne visaient qu'à atteindre une sorte d'égalité et qu'il fallait leur concéder cette égalité nucléaire si l'on voulait enfin mettre fin à la course aux armements, onéreuse et dangereuse, ou au moins la ralentir.

Les accords sur la limitation des armes stratégiques

Si le mouvement contestataire en matière de stratégie s'est bientôt tu au début des années septante, c'est que, d'une part, les accords entre Washington et Hanoi du début de 1973 mirent un terme à l'engagement militaire américain en Indochine et que, d'autre part, les négociations américano-soviétiques au sujet des armes stratégiques, qui avaient débuté en novembre 1969, aboutirent, en 1972, à de premiers accords. Ce n'était certes par le désarmement, nous allons le voir immédiatement, tout comme le retrait des troupes américaines du Vietnam ne signifiait pas la fin de la guerre du Vietnam. Mais le Traité sur les fusées antifusées et

l'Accord sur les fusées offensives, conclus à Moscou le 26 mai 1972, démontraient tout de même qu'un effort était entrepris en vue de stabiliser les armements atomiques, et cela permettait d'espérer ultérieurement de véritables réductions de ces armements.

Voilà, en bref, ce que furent les «mouvements pour la paix» des années cinquante et soixante, et ce que furent les conditions stratégiques et politiques dans lesquelles ils virent le jour. Cette constatation nous ramène au point de départ: l'actuel «mouvement pour la paix», la discussion présentement en cours sur les euro-missiles et, plus généralement, l'arme nucléaire. Comme nous l'avons déjà dit, ce renouveau pacifiste survient à un moment historique surprenant: le point culminant des discussions antérieures se situait dans un environnement stratégique favorisant l'Occident, ou étant pour le moins acceptable du point de vue occidental. L'actuel mouvement pacifiste se situe, en revanche, dans un contexte stratégique nouveau, inédit parce que caractérisé par une supériorité au moins partielle de l'Union soviétique. Et c'est ce qui suscite, nécessairement, des interrogations!

Retour aux principes

Résumons, avant d'entrer dans les détails, les règles stratégiques prévalant à l'âge nucléaire et, plus particulièrement, à l'âge des fusées.

C'est au général Beaufre que l'on doit la formule la plus concise: «On en vint ainsi à découvrir, écrivait-il dans <Dissuasion et Stratégie>, que la capacité de riposte était la clef de la dissuasion nucléaire, tandis que l'aptitude à réduire la riposte était la clef de l'initiative nucléaire.» De quoi s'agit-il? Il y a deux superpuissances dotées de panoplies nucléaires capables d'anéantir une grande partie des villes de l'autre. C'est la réalité stratégique du dernier quart de siècle, donc dès la fin des années cinquante. En 1974, le secrétaire à la Défense des Etats-Unis, James Schlesinger, confirmait dans son rapport annuel que les Etats-Unis étaient en mesure d'infliger à l'URSS en riposte, donc après avoir subi une première frappe soviétique, des pertes de l'ordre de plus de 70 millions de morts, et la destruction de quelque trois quarts du potentiel industriel. Cette capacité d'infliger à l'adversaire des pertes intolérables en deuxième frappe, en riposte, les Etats-Unis l'ont toujours, et ils la conserveront au cours des années huitante en dépit des progrès spectaculaires accomplis par l'URSS sur le plan nucléaire stratégique. C'est que leurs sous-marins à propulsion nucléaire en plongée demeurent pratiquement indétectables, de ce fait invulnérables et capables de lancer leurs fusées Poseidon ou Trident — chacune dotée de 10 ou 8 charges nucléaires d'une puissance de 50 à 100 kilotonnes (kt) — contre les villes soviétiques. Aujourd'hui, les Etats-Unis disposent

de 32 submersibles porte-engins qui transportent 520 engins (Submarine Launched Ballistic Missiles). Quelque 50 ou 60% de ces armes sont à tout instant en mer, en plongée, donc inattaquables pour l'essentiel et susceptibles d'être engagés. Cela donne quelque 300 fusées. Cet effectif suffirait à infliger à l'URSS des dégâts difficilement imaginables et, sans doute, intolérables. C'est pourquoi le fondement de la dissuasion nucléaire reste intact: s'attaquer aux œuvres vives des Etats-Unis reste pour l'Union soviétique un acte proprement suicidaire. Autrement dit, les Américains peuvent, comme par le passé, dissuader les Soviets de frapper les villes et les ressources américaines.

La dissuasion au profit des alliés est mise en cause

Mais ce que les Etats-Unis ne peuvent plus guère, du point de vue de la théorie, c'est engager leurs forces nucléaires intercontinentales contre l'URSS en cas d'attaque de celle-ci contre les alliés européens de l'Amérique. Une telle menace n'est plus crédible parce que son exécution serait, elle aussi, suicidaire. Pourquoi?

Parce que l'URSS a non seulement comblé le retard qu'elle accusait auparavant sur les Etats-Unis, mais qu'elle s'est de plus assuré une certaine supériorité. L'URSS détient — conformément à l'accord SALT I de 1972 — un ensemble de 2350 lanceurs pour fusées capables d'atteindre

les Etats-Unis. Les Etats-Unis n'en ont que 1572. De ces 2350 armes soviétiques, 950 se trouvent à bord de 62 sous-marins nucléaires, quelque 1400 sont stationnées en URSS, enfouies dans des silos de béton armé, résistant à une pression très élevée. Mais la différence qui compte entre une partie des armes américaines et soviétiques n'est pas tant quantitative que d'ordre qualitatif. Alors que les Etats-Unis n'ont pas de grosses fusées stationnées à terre ayant une précision très élevée, à terre ils ont 1000 engins Minuteman qui transportent soit une charge de quelque 1000 kilotonnes, soit trois charges de 170 à 350 kilotonnes; les Soviétiques ont, outre quelque 650 fusées à charge unique, 750 engins modernes transportant chacun plusieurs charges de gros calibre et très précises: quelque 150 SS-17 qui peuvent engager quatre fois 750 kt, 300 SS-18 qui peuvent engager 8 fois ou 10 fois entre 500 et 900 kt et, enfin, 300 SS-19 qui transportent généralement 6 fois 550 kt. C'est cette fraction de l'arsenal nucléaire soviétique à grande portée — portée intercontinentale — qui modifie le rapport des forces et qui entraîne des conséquences stratégiques graves.

Car, en effet, avec ces 750 engins, les Soviétiques pourraient anéantir préventivement l'essentiel des 1000 engins américains stationnés sur sol américain ainsi que les bombardiers américains n'ayant pas pu prendre l'envol avant l'arrivée des

ogives adverses, c'est-à-dire quelque 70 à 80% de plus que 300 avions. Les Américains n'ont pas de capacité contre-force quelque peu comparable. Voilà le problème, et c'est pourquoi on cherche, du côté américain, à rétablir l'équilibre par la mise en place, d'abord, d'une centaine de nouveaux engins MX, qui pourraient, eux aussi, détruire des silos d'engins soviétiques préventivement. A cela s'ajouteraient, vers la fin des années huitante, les fusées tirées à partir de sous-marins Trident II, également très précises.

Soulignons encore une fois qu'une telle frappe soviétique contre les silos et aéroports américains est hautement improbable. Mais, comme elle est possible, et que la riposte américaine contre les villes soviétiques au moyen des fusées sur sous-marins dont il a été question est très incertaine, parce que l'URSS conserverait, après une telle première frappe, l'essentiel de ses fusées sur sous-marins — quelque 50% de 950 fusées, celles qui seraient en plongée — de même que quelques centaines de fusées au sol, il apparaît que la capacité de dissuasion américaine s'est considérablement affaiblie. Cela affecte peu la sécurité du territoire américain, pour les raisons exposées ci-dessus: il demeure beaucoup trop dangereux d'attaquer les Etats-Unis directement puisqu'ils pourraient réagir avec leurs fusées sur sous-marins et qu'une telle réaction serait catastrophique pour l'URSS. Mais il est évi-

dent que, dans de telles conditions, une menace américaine de faire intervenir les armes nucléaires stratégiques contre l'URSS en cas d'attaque de celle-ci contre les alliés européens des Etats-Unis perd toute ou une bonne partie de sa crédibilité. On ne peut pas demander aux Etats-Unis de risquer leur existence pour prévenir ou punir une attaque contre leurs alliés. C'est pour ces raisons que ce sont les Européens qui apparaissent le plus touchés par les transformations intervenues dans les rapports stratégiques.

Les Européens sont les perdants

Mais ce qui est pire, c'est que les Européens sont doublement, en fait même triplement touchés. Les Etats-Unis ne peuvent, en principe, être directement affectés par des hostilités avec l'Union soviétique qu'en cas de guerre nucléaire livrée au niveau intercontinental. Une invasion du territoire américain par des forces terrestres soviétiques acheminées par mer et par air relève de la science-fiction.

Les Etats-Unis sont, par la force des choses, c'est-à-dire de la géographie, une puissance insulaire, comme le disait très justement Raymond Aron dans «La République Impériale, Les Etats-Unis dans le monde 1945-1972». L'Europe, au contraire, est au contact immédiat de la puissance continentale que représente l'URSS. Elle est menacée très directe-

ment par les forces nucléaires à portée moyenne mises en place par l'Union soviétique, de même que par les forces classiques de cette puissance, dont l'essentiel est massé face à l'Europe. Il y a quelque 30 divisions soviétiques en Pologne, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie et Hongrie contre 5 divisions américaines en Allemagne du Sud et une brigade au nord. Le déséquilibre, tant au point de vue armes nucléaires à portée moyenne qu'armes classiques, a toujours existé depuis les années cinquante. Mais cette situation était supportable tant que la supériorité stratégique, c'est-à-dire dans le rapport intercontinental, des Etats-Unis était telle que les Soviétiques devaient rationnellement craindre une escalade américaine au niveau supérieur en cas d'attaque de grande envergure de leur part contre les alliés européens. Maintenant, en revanche, cette supériorité des Soviétiques devient dangereuse, puisque leurs forces nucléaires à grande portée leur permettent de neutraliser le potentiel nucléaire américain à grande portée. Et c'est pratiquement au moment même où l'on commence à prendre conscience de cet état de fait en Europe qu'on s'aperçoit que les Soviétiques ne se sont pas contentés de maintenir leur panoplie nucléaire dirigée contre l'Europe, mais qu'ils sont en train de la moderniser et de l'accroître. Cela s'est produit à la fin des années septante, et c'est le point de départ de l'actuel «mouvement pour la paix».

Bonnes raisons d'être soucieux — mais mauvaise réaction

On peut donc dès lors conclure que ce mouvement pour la paix s'insère dans un contexte stratégique qui le justifierait s'il s'adressait à Moscou, mais qui le fait apparaître comme irresponsable dans la mesure où il prend pour cible les gouvernements occidentaux et leurs décisions en matière de modernisation et renforcement des armes nucléaires à portée européenne.

Car la situation stratégique place l'Europe dans une position qu'elle n'a, en fait, jamais connue depuis les années cinquante. L'URSS possède aujourd'hui quelque 300 engins modernes à portée moyenne — 5000 km — pouvant être tirés contre l'Europe. Chaque SS-20 dispose de trois ogives de quelque 150 kt. En outre, l'URSS maintient quelque 200 anciens engins SS-4 qui ont une ogive de 1000 kt. A cela s'ajoutent des centaines de bombardiers nucléaires. Même si l'on tient compte dans cette équation des moyens nucléaires français et anglais — les moyens français sont placés sous commandement exclusivement

national, ceux des Anglais le seraient éventuellement aussi —, la supériorité des Russes est écrasante. C'est pour remédier à ce déséquilibre éclatant que les gouvernements de l'OTAN ont décidé, en décembre 1979, de placer en Europe, à partir de fin 1983, 572 engins — «Pershing II» et «Cruise Missiles Tomahawk» — à ogive nucléaire, susceptibles d'atteindre le territoire de l'URSS. Et c'est cette décision qui a littéralement déclenché la vague pacifiste. Or, avant que les Américains aient rétabli l'équilibre au niveau intercontinental, les Occidentaux n'ont d'autre choix, s'ils veulent sauvegarder leur liberté d'action et la dissuasion. Car l'amélioration du potentiel classique n'est pas une autre possibilité puisque les Européens n'ont, en trente ans, pas réussi à mettre en place une force défensive véritablement suffisante face au Pacte de Varsovie. Renforcer de façon décisive la défense classique exigerait des investissements très élevés que les nations européennes ne sont présentement pas en mesure de consentir, vu leurs problèmes économiques.

D. B.